



La Commune



Le non, « pour sauver notre modèle social »

Publié le avril 2005



« pour sauver notre modèle social » | Editorial

Désigné chef de file des partisans du oui pour la droite, Raffarin fait son travail, en anglais s'il vous plaît. Pendant ce temps, Chirac a fait un crochet par Bruxelles avant de se rendre à Tokyo. Il a obtenu du Conseil européen la "remise à plat" de la tant controversée directive Bolkestein. Traduction, il a dit à Barroso et consorts : " *Faites-vous oublier jusqu'au 29 mai. Après le référendum, si le oui l'emporte, nous ferons ce que nous voulons.* "

Chirac, Hollande et tous les partisans du oui ont de quoi paniquer : malgré ces manoeuvres misérables, le dernier sondage Ipsos des 25 et 26 mars confirme les précédents : 54 % pour le non. Dans l'électorat de gauche, il obtient désormais 58 % (33 % dans celui de droite). En une semaine, le *non* a progressé de 8 points chez les électeurs socialistes. Les tenants du non sont devenus majoritaires parmi les sympathisants et militants du PS, avec 53 %. Le référendum interne au PS, le 1er décembre dernier, avait donné 59 % pour le *oui* !

Pierre Giacometti, directeur général de l'institut Ipsos, analyse ces résultats ainsi : " *Le coeur du socle sociologique de la gauche est touché. Les ouvriers votent non à 76 %, les salariés du public à 58 %, les bas salaires à 71 %* ". Et il ajoute : " Ce sont toutes ces catégories qui avaient fait défaut à Jospin en 2002 ". Et pour cause ...

Sommé par Hollande de s'impliquer, Chirac appelle depuis Tokyo les Français à voter oui afin, dit-il, " *d'enraciner la paix en Europe et sauvegarder notre modèle social* ".

Il y a là à la fois chantage (si le non gagne, fini notre " modèle social ") et forfaiture : c'est bien plutôt si la Constitution est adoptée qu'on peut craindre pour notre " modèle social ", autrement dit, ce qu'il reste encore d'acquis, de protection sociale, de retraites et de services publics dans ce pays.

D'ailleurs, ce que Chirac se garde bien d'indiquer, c'est que l'adoption de cette Constitution faite sur mesure pour le patronat européen serait une force contraignante pour les autres Constitutions et lois nationales. Citons seulement l'article I-6 du projet : " *La Constitution et le droit adopté par les institutions de l'Union, dans l'exercice des compétences qui sont attribuées à celle-ci, priment [souligné par nous] le droit des États membres* ".

S'appliquerait alors la force supérieure des normes de l'Union Européenne sur toutes les autres normes, nationales ou internationales.

Le seul point sur lequel Chirac a dit vrai, c'est lorsqu'il a rappelé que l'enjeu du référendum " *engagera très profondément pour les décennies à venir la France et les Français* ".

C'est le moins qu'on puisse dire : " *Le présent traité est conclu pour une durée illimitée* " (article IV-446). On objectera qu'il peut y avoir révision constitutionnelle. Certes, mais pour changer ne serait-ce qu'une virgule, il faut d'abord l'unanimité des gouvernements sur le projet de révision, puis celle des peuples (par le biais des Parlements ou de référendums) pour ratifier la modification. Le tout dans 25 États ... Cette procédure de double unanimité est une garantie de blocage pour des siècles.

Le fond de cette Constitution, dont la directive Bolkestein est l'enfant légitime, c'est la régression sociale, le retour brutal aux heures sombres du XIXe siècle.

La forme, c'est l'absence de démocratie combinée à des relents de tyrannie.

On est loin de l'article 28 de la *Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen* de 1793 : " *Un peuple a toujours le droit de revoir, de réformer et de changer sa Constitution. Une génération ne peut assujettir à ses lois les générations futures* ".

C'est bien pourquoi le peuple dira non, résolument, le 29 mai prochain.